



Bureau
fédéral du Plan

Analyses et prévisions économiques

Communiqué de presse

date: 26.10.2001

Budget Economique 2002 - Révision d'automne

En raison de la forte détérioration de la situation économique internationale au cours des derniers mois, le ministre de l'Economie a demandé à l'Institut des comptes nationaux (ICN) de revoir le Budget économique 2002 de juillet dernier. Cette révision d'automne a été approuvée par le Conseil d'administration de l'ICN et le Comité scientifique du Budget économique.

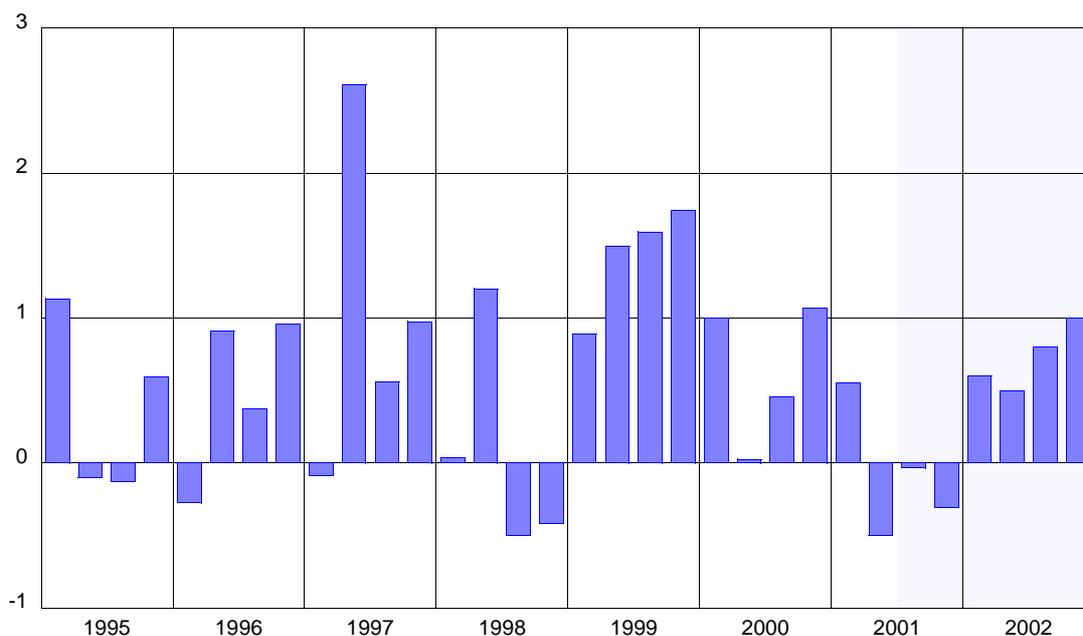
La croissance fortement revue à la baisse en 2001 et en 2002

L'activité économique dans l'Union Européenne a été frappée au cours de l'année et demi écoulée par une série de chocs dont l'impact a été initialement sous-estimé. Le premier choc, dû à la forte augmentation des prix des produits pétroliers combinée à la faiblesse de l'euro, a été ensuite renforcé par la hausse exceptionnelle des prix de certains produits alimentaires. Le ralentissement brutal de la croissance américaine, amorcé par l'éclatement de la bulle spéculative dans le secteur des nouvelles technologies et l'apparition d'importantes sur-capacités dans certains secteurs constitue le second choc. La transmission de ce choc à l'ensemble de l'économie mondiale et singulièrement à l'UE a surpris par son ampleur. Enfin, les tragiques événements du 11 septembre dernier ont fortement pénalisé certains secteurs (transport aérien, assurance, tourisme), fait plonger (au moins temporairement) les marchés financiers et tué dans l'oeuf la timide reprise que lisaient entrevoir certains indicateurs.

Le ralentissement synchronisé des trois principales puissances économiques (Etats-Unis, Japon et Union Européenne) qui en résulte, explique la brutalité de celui-ci. Ainsi, le commerce mondial ne devrait croître au cours de cette année que d'environ 1 %, contre près de 12 % en 2000. Pour autant que la confiance des consommateurs et des entrepreneurs ne soit pas affectée durablement par les derniers événements (voir la section sur les incertitudes ci-après), la croissance du commerce mondial devrait rebondir modestement en 2002 pour atteindre 3 %, sous l'impulsion d'une reprise de l'économie américaine. Cette reprise devrait se matérialiser dès le second trimestre de 2002 grâce aux effets retardés de la politique monétaire accommodante de la FED et aux stimuli fiscaux très importants accordés par le Gouvernement fédéral américain.

En tant que 'petite économie ouverte', la Belgique n'échappe évidemment pas au ralentissement de l'économie mondiale. Les prévisions pour l'ensemble des composantes de la demande finale ont donc été revues à la baisse aussi bien pour 2001 que 2002. Dans ces conditions, le PIB ne progresserait en termes réels plus que de 1,1 % cette année et de 1,3% l'année prochaine. Ces taux annuels moyens découlent de taux de croissance légèrement négatifs (en base trimestrielle) au cours du second semestre 2001 et de taux de croissance positifs et en augmentation continue dans le courant de l'année 2002, en conséquence d'une reprise des exportations.

Figure 1 - Evolution trimestrielle du PIB
Taux de croissance à un trimestre d'intervalle à prix constants



Reflétant les incertitudes qui pèsent sur la confiance des consommateurs, la consommation privée, exprimée en volume, devrait croître, aussi bien en 2001 (1,7 %) qu'en 2002 (1,3 %), moins rapidement que le revenu disponible réel des particuliers. Ainsi, le taux d'épargne devrait passer de 14,7 % en 2000 à 15,4 % en 2002. La progression relativement soutenue du pouvoir d'achat des ménages (1,9 % en 2001 et 2,1 % en 2002), malgré le fort ralentissement économique, s'explique par les augmentations salariales négociées dans le cadre des accords interprofessionnels 2001-2002 et par des facteurs spécifiques à chacune des deux années. En 2001, les créations d'emplois (voir la section suivante) continueraient à alimenter la hausse du revenu disponible. L'année prochaine, celle-ci devrait être nourrie par une indexation des salaires et des allocations sociales supérieure à l'inflation définie par l'évolution de l'indice national des prix à la consommation, par la poursuite du démantèlement de la contribution complémentaire de crise et par les réductions accordées dans le cadre de la réforme de l'impôt des personnes physiques.

Les investissements en logements devraient augmenter de façon significative en 2001 (2,0 %) grâce à un effet de report important de l'année 2000 et à une croissance encore soutenue au premier semestre de cette année. En 2002, celle-ci ne reprendrait vigueur qu'en cours d'année et ne devrait plus s'élever qu'à 1,2 %.

Suite à la forte décélération de la demande et à la dégradation du climat de confiance, les investissements des entreprises ne devraient croître que faiblement en 2001 (0,7 %). La croissance des investissements devrait toutefois s'accélérer progressivement en 2002 dans le sillage d'une reprise de la demande et devrait être favorisée par des taux d'intérêt réels qui restent faibles. De plus, la Belgique semble moins touchée que d'autres pays de l'UE (Suède, Finlande) par le phénomène de sur-investissement dans le secteur des technologies de l'information et des communication. Dans ces conditions et malgré un effet de report négatif, la croissance des investissements des entreprises devrait atteindre 1,3 % en 2002. Ce résultat est toutefois quelque peu flatté par les ventes de bâtiments publics prévus dans le cadre du budget fédéral 2002, qui sont déduites des investissements publics et comptabilisées comme des investissements des entreprises. Parallèlement, ce phénomène statistique explique aussi la forte baisse des investissements publics en 2002 (-11,6 %).

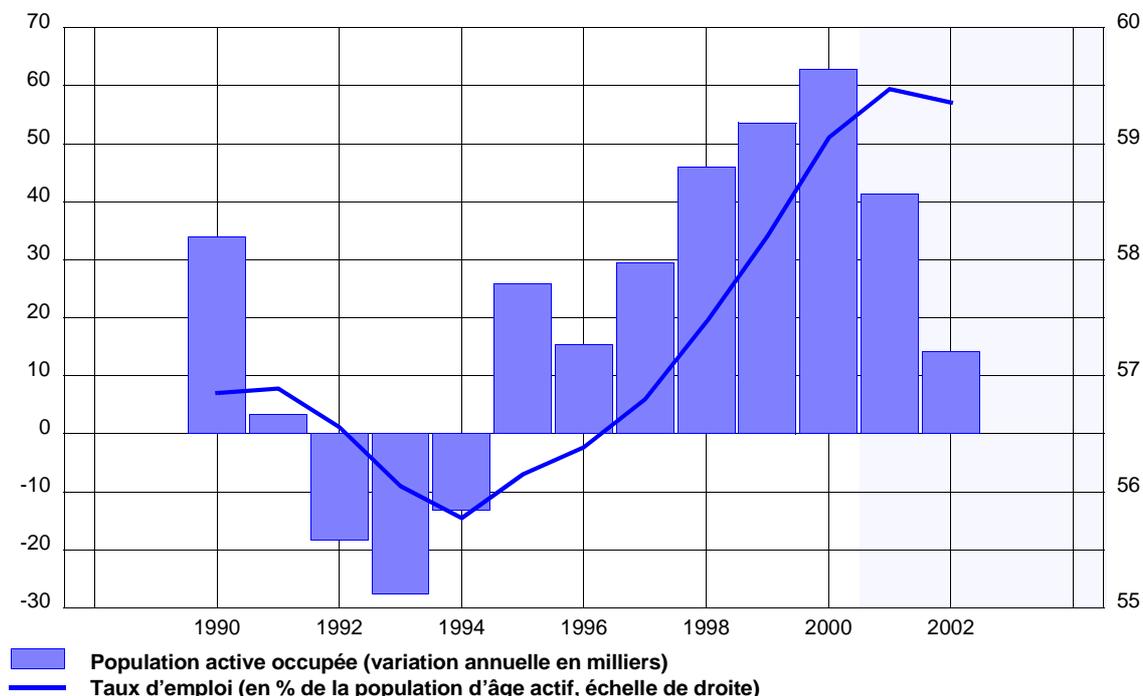
Au total, la demande intérieure devrait progresser de seulement 1,1 % en 2001 et en 2002, contre une augmentation moyenne de l'ordre de 2,5 % au cours des cinq dernières années. Les exportations devraient fortement pâtir du ralentissement de la demande mondiale en 2001 et par conséquent ne croître que de 0,8%. En 2002, la croissance des exportations devrait progressivement s'accélérer pour atteindre 2,8 % en moyenne annuelle, ce qui reste un rythme de croissance bien inférieur à celui enregistré au cours de la seconde moitié des années nonante. La faiblesse de la demande intérieure devrait néanmoins assurer une contribution des exportations nettes à la croissance positive en 2002 (0,3 %) après une contribution nulle cette année. Combinée à une amélioration des termes de l'échange de 0,4 %, le solde de la balance des opérations courantes devrait atteindre 4,7 % du PIB en 2002, soit son niveau le plus élevé depuis 1997.

Les créations d'emplois restent malgré tout positives

Les variations de l'activité économique se répercutent toujours avec un certain retard sur l'emploi, ce qui se traduit par un profil cyclique des gains de productivité. Ainsi, le ralentissement économique mesuré par la croissance trimestrielle du PIB à un an d'écart a démarré dès le milieu de l'année 2000, alors que ces effets sur l'emploi ne sont apparus qu'au cours du second trimestre de cette année. Il en résulte qu'en moyenne annuelle, l'emploi intérieur total devrait tout de même augmenter de 40 000 personnes (soit une croissance de 1 %) en 2001, dont environ 36 000 emplois dans le secteur privé.

En 2002, le phénomène inverse devrait être observé: la reprise économique en cours d'année ne devrait se traduire qu'assez tardivement par des créations d'emplois. En moyenne annuelle celles-ci ne devraient pas dépasser les 13 000 unités, avec une quasi-stabilisation de l'emploi public. En corollaire, la croissance de la productivité apparente du travail par tête devrait être nettement plus élevée en 2002 qu'en 2001 (1,0 % contre 0,1 %).

**Figure 2 - Evolution de l'emploi et du taux d'emploi
Moyennes annuelles**



Dans ces conditions, le taux d'emploi (exprimé comme la population active occupée en pourcentage de la population d'âge actif) reculerait très légèrement en 2002 pour s'établir à 59,4 % contre

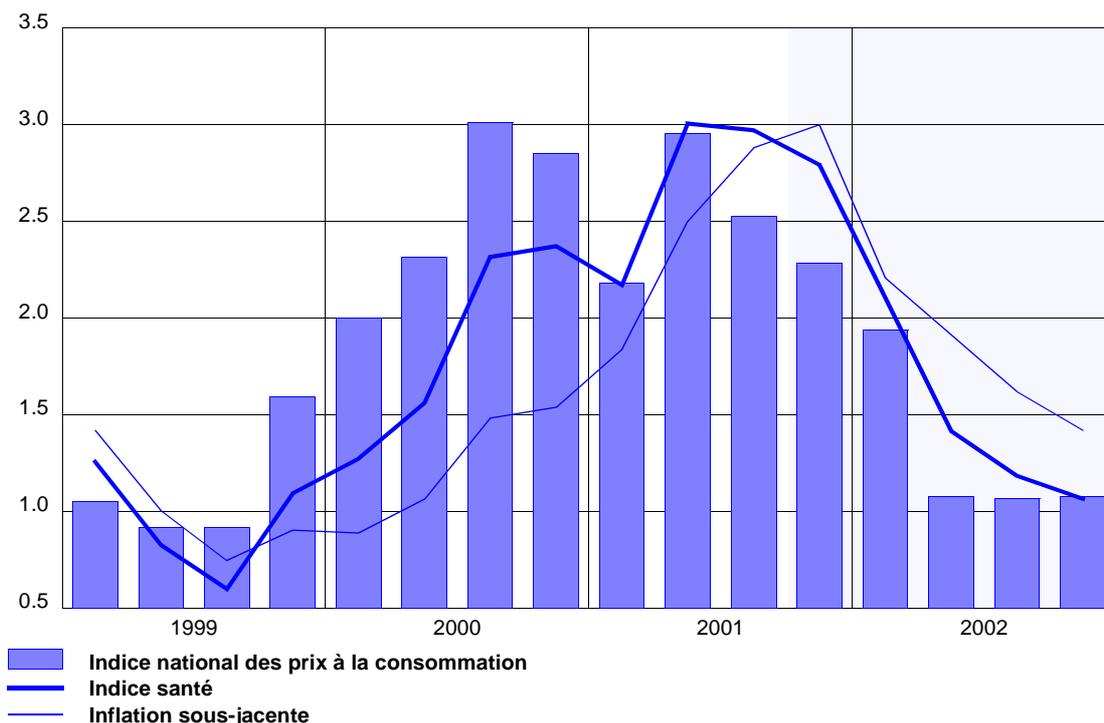
59,5 % cette année. Le nombre de chômeurs, selon la définition du ministère fédéral de l'Emploi et du Travail, baisserait en moyenne annuelle encore de 4 000 unités en 2001 mais devrait progresser de près de 13 000 personnes l'année prochaine.

L'inflation ralentit en 2002

L'inflation mensuelle, mesurée sur base du taux de croissance à un an d'intervalle de l'indice national des prix à la consommation, a depuis juin 2001 amorcé une décrue. Cette baisse est essentiellement attribuable à l'appréciation du taux de change effectif de l'euro et à la baisse des prix des produits pétroliers. Les prix des produits alimentaires continuent toutefois à augmenter, ce qui tempère le ralentissement de l'inflation. La conversion des prix en euro a probablement constitué un facteur de hausse du niveau des prix.

Pour 2002, les prix des produits pétroliers devraient se maintenir à leur niveau actuel (soit environ 22 USD le baril) étant donné la faiblesse persistante de la demande mondiale. De plus, l'OPEP a décidé après les attentats du 11 septembre dernier de ne pas réduire de façon importante l'offre de pétrole brut afin d'éviter de fortes hausses de prix. L'appréciation de l'euro et le niveau faible des prix pétroliers et des matières premières devraient permettre une légère amélioration des termes de l'échange en 2002 et éviter une inflation importée. Un dernier facteur qui influencera de façon significative l'évolution de l'inflation l'année prochaine, est la suppression de la redevance radio et télévision en Région Flamande. Cette suppression aura pour effet de réduire l'indice des prix à la consommation et l'indice santé d'environ 0,5 points de pour cent.

Figure 3 - Evolution trimestrielle et prévisions de l'inflation
Taux de croissance à un an d'intervalle



Tous ces facteurs devraient générer une progression de l'indice national des prix à la consommation de 2,5 % en 2001 et de 1,3 % en 2002. Etant donné que l'indice santé ne bénéficie pas de la baisse des prix de l'essence et du diesel, la hausse de celui-ci devrait être légèrement plus élevée (respectivement 2,7 % et 1,4 %). La prévision relative à l'indice santé indique que le prochain dépassement de l'indice pivot (109,45 actuellement) devrait intervenir en mai 2002.

Incertitudes liées aux prévisions 2001-2002

Les incertitudes qui entourent ces prévisions sont, dans le contexte économique et politique actuel, évidemment très importantes. Le scénario sur lequel repose les présentes prévisions suppose que la perte de confiance des consommateurs et des entreprises soit de courte durée avec pour corollaire une reprise rapide aux Etats-Unis l'année prochaine. Les conséquences des attentats du 11 septembre dernier et les réactions militaires que ceux-ci ont déclenchées, pourraient toutefois affecter de façon plus durable la confiance des investisseurs et se traduire par des primes de risques et des coûts de transports plus élevés. La croissance du commerce mondial et des investissements directs étrangers en serait bien entendu freinée.

Par ailleurs, les événements actuels ne doivent pas faire oublier la situation pré-existante aux Etats-Unis: un taux d'épargne des ménages historiquement très faible et un déficit de la balance courante très important. Un ajustement à la hausse de ce taux d'épargne en réaction aux moins-values boursières et à la situation d'insécurité présente, hypothéquerait très certainement la reprise aux Etats-Unis l'année prochaine. Une révision à la baisse des perspectives de profits pourrait décourager les investisseurs étrangers et entraîner d'importantes turbulences sur les marchés des changes.

Chiffres clés pour l'économie belge

Variations en % en volume - sauf indications contraires

| | 99 | 00 | 01 | 02 |
|---|-------|------|------|------|
| Dépenses de consommation finale des particuliers | 2.1 | 3.8 | 1.7 | 1.3 |
| Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics | 3.2 | 2.5 | 1.7 | 1.3 |
| Formation brute de capital fixe | 3.3 | 2.6 | 0.1 | 0.3 |
| dont: investissements des entreprises | 3.8 | 3.3 | 0.7 | 1.3 |
| Dépenses nationales totales | 2.2 | 3.8 | 1.1 | 1.1 |
| Exportations de biens et services | 5.0 | 9.7 | 0.8 | 2.8 |
| Importations de biens et services | 4.1 | 9.7 | 0.8 | 2.5 |
| Exportations nettes (contribution à la croissance) | 0.9 | 0.5 | 0.0 | 0.3 |
| Produit intérieur brut | 3.0 | 4.0 | 1.1 | 1.3 |
| Revenu national brut réel | 2.5 | 2.8 | 0.8 | 1.6 |
| Indice national des prix à la consommation | 1.1 | 2.5 | 2.5 | 1.3 |
| Indice santé | 0.9 | 1.9 | 2.7 | 1.4 |
| Déflateur de la consommation privée | 1.0 | 2.2 | 2.5 | 1.8 |
| Termes de l'échange | -0.8 | -1.9 | -0.0 | 0.4 |
| Déflateur du PIB | 1.2 | 1.4 | 2.7 | 2.3 |
| Revenu disponible réel des particuliers | 2.5 | 2.0 | 1.9 | 2.1 |
| Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible) | 16.1 | 14.7 | 14.8 | 15.4 |
| Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers) | 54.5 | 62.1 | 40.3 | 13.2 |
| Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle) | 8.8 | 7.0 | 6.9 | 7.1 |
| Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB) | 4.4 | 4.6 | 4.3 | 4.7 |
| Marchés extérieurs pertinents | 6.5 | 11.5 | 2.5 | 3.5 |
| Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros) | 106.7 | 92.4 | 90.1 | 91.3 |
| Taux d'intérêt à court terme (tarif interbancaire, 3 mois) (%) | 2.9 | 4.4 | 4.3 | 3.3 |
| Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%) | 4.8 | 5.6 | 5.2 | 4.9 |